

La Chine en Arctique Stratégie raisonnée ou approche pragmatique ?

Olga V. Alexeeva et Frédéric Lasserre

Volume 44, numéro 1, mars 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1015121ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1015121ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Alexeeva, O. V. & Lasserre, F. (2013). La Chine en Arctique : stratégie raisonnée ou approche pragmatique ? *Études internationales*, 44(1), 25–41.
<https://doi.org/10.7202/1015121ar>

Résumé de l'article

Depuis quelques années, de nombreux articles de presse et textes d'analystes prédisent un regain de tension dans l'Arctique, dans ce qui serait une course à l'appropriation des espaces maritimes. Dans cette course, la Chine chercherait à se poser en acteur incontournable. Nombre d'analyses mettent l'accent sur les ambitieux projets chinois dans la région et sur le potentiel déstabilisateur de ces ambitions. En réalité, si le gouvernement chinois semble préciser, depuis peu, une politique arctique, rien ne laisse entendre que la Chine va contester les revendications des pays riverains ou chercher à imposer un coup de force pour s'emparer des ressources supposées de la région.

La Chine en Arctique

Stratégie raisonnée ou approche pragmatique ?

Olga V. ALEXEEVA*
et Frédéric LASSERRE**

Résumé : Depuis quelques années, de nombreux articles de presse et textes d'analystes prédisent un regain de tension dans l'Arctique, dans ce qui serait une course à l'appropriation des espaces maritimes. Dans cette course, la Chine chercherait à se poser en acteur incontournable. Nombre d'analyses mettent l'accent sur les ambitieux projets chinois dans la région et sur le potentiel déstabilisateur de ces ambitions. En réalité, si le gouvernement chinois semble préciser, depuis peu, une politique arctique, rien ne laisse entendre que la Chine va contester les revendications des pays riverains ou chercher à imposer un coup de force pour s'emparer des ressources supposées de la région.

Mots-clés : Chine, Arctique, stratégie, ressources naturelles, changements climatiques

Abstract : In recent years, several academic and media articles predicted an increased tension in the Arctic fueled by a reported race to maritime spaces and natural resources. In this race, China would try to set itself as a major player. Several analysts place the emphasis on ambitious Chinese projects in the region, and on their destabilizing potential effect. In fact, if indeed the Chinese government seems to be articulating an Arctic policy, nothing warrants the idea that China is on the verge of contesting Arctic countries' claims or is about to try and seize Arctic resources.

Keywords : China, Arctic, strategy, natural resources, climate change

Resumen: En los últimos años, numerosos artículos periodísticos y de análisis han predicho un aumento de la tensión en el Ártico en lo que sería una carrera por la apropiación de los espacios marítimos de la región. En esta carrera, China habría tratado de posicionarse como un jugador clave. La mayoría de los análisis se centran en el potencial desestabilizador de los ambiciosos proyectos chinos en la región. Pero, si bien el gobierno chino ha venido aclarando su política para el Ártico, nada sugiere que China pondrá en entredicho los reclamos territoriales de los países ribereños del océano Ártico o que tratará de utilizar la fuerza para apoderarse de los recursos que supuestamente la región posee.

Palabras clave : China, Ártico, estrategia, recursos naturales, cambio climático

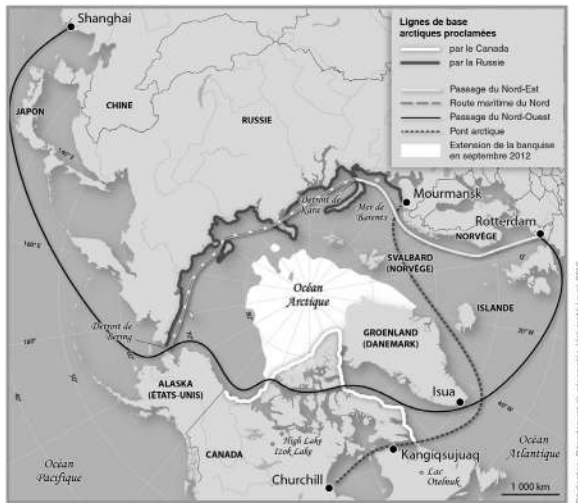
* Professeur d'histoire de la Chine, Département d'histoire, Université de Québec à Montréal (UQAM).

** Directeur de projet, ArticNet et professeur au Département de géographie, Université Laval à Québec.

Nous exprimons notre reconnaissance envers les évaluateurs qui ont contribué à la bonification de cet article par leurs commentaires constructifs, ainsi qu'envers l'équipe de rédaction de la revue.

Depuis quelques années, la région de l'Arctique est devenue un sujet d'actualité internationale. Cet intérêt grandissant est reflété par les discours des médias sur l'abondance présumée de ses ressources naturelles, sur les enjeux de souveraineté et sur l'ouverture possible de nouvelles routes maritimes (Grupta 2009 :174-177 ; Holmes 2008 ; Lasserre 2010a). La région de l'Arctique concerne huit pays, dont cinq, le Canada, la Russie, les États-Unis, la Norvège et le Danemark (par le Groenland)¹, sont directement riverains de l'océan du même nom. Les changements climatiques causant la fonte rapide du pergélisol, le recul progressif des glaciers et la fonte de la banquise créent d'importantes opportunités géostratégiques et géoéconomiques qui n'ont pas échappé aux pays avoisinants en quête, d'une part, de ressources naturelles pour soutenir leur croissance économique et, d'autre part, de profits commerciaux que pourrait engendrer la mise en service d'une voie de navigation Nord-Est. Selon les experts, cette voie, plus courte mais pas nécessairement plus rapide, pourrait générer des gains significatifs par rapport aux possibilités qu'offre le canal de Suez (Li 2009a ; Lasserre 2010b ; Peresypkin et Iakovlev 2006).

Toutefois, l'intérêt pour la région ne se limite pas aux pays directement concernés. D'autres pays y voient également un enjeu géostratégique et sont parfois décrits comme nourrissant des convoitises à l'endroit de l'Arctique. Par exemple, le Japon, qui n'est pas un État riverain de l'Arctique, a récemment déclaré être concerné par les problèmes et les mutations de cette région du monde, surtout en ce qui concerne le développement du transport maritime et des activités de pêche dans les eaux arctiques (Weese 2010).



La Chine, qui n'a pas non plus d'accès géographique direct sur l'Arctique, a adopté une attitude très prudente et en apparence passive par rapport à cette

1. L'Islande, située au nord de l'Atlantique Nord, n'est pas considérée par les pays du Conseil de l'Arctique comme étant riveraine de l'océan Arctique.

région du monde (Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China 2010). Toutefois, sa présence en Arctique semble de plus en plus affirmée. En quelques années, Pékin a réussi à mettre en place et à conduire avec succès un vaste programme de recherches scientifiques indépendantes² tout en ayant très peu d'expérience préalable de recherches en cette zone géographique. En parallèle, la Chine a fait un effort considérable pour tisser des liens politiques et économiques avec les petits pays arctiques, mais aussi pour inscrire la problématique arctique à l'agenda de discussions diplomatiques avec la Russie et le Canada (Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China 2011).

Ces efforts chinois, depuis 2009 environ, suscitent des réactions négatives de la part des médias ou de certains analystes occidentaux, qui dressent souvent un portrait d'une Chine ambitieuse et arrogante, prête à bousculer l'ordre juridique établi pour défendre ses intérêts en Arctique et qui n'hésiterait pas à bousculer la souveraineté des pays de la région (voir par exemple Struzik 2007 ; *New York Times* 2012 ; pour une analyse, voir Wright 2011a et 2011b).

Dans cette optique, il nous paraît important de dresser un bilan de la présence chinoise en Arctique et de nous pencher sur l'analyse de sa politique à l'égard de cette région du monde, dont les ressources naturelles et les routes maritimes potentielles suscitent beaucoup de spéculations sur les convoitises des puissances régionales et mondiales, soucieuses de leur sécurité énergétique et de l'avenir de leur développement économique qui en découle. L'objectif de cet article est de donner un aperçu des activités de la Chine en Arctique et de tenter d'identifier quelle est la stratégie de Pékin dans cette zone polaire.

I – Des activités chinoises en Arctique surtout cantonnées à la recherche fondamentale jusqu'à récemment

L'intérêt de la Chine pour l'Arctique semble être un phénomène assez récent. L'une de premières publications de recherches qui a attiré l'attention de la communauté internationale sur la présence croissante de la Chine fut le rapport de l'Institut international de recherche pour la paix de Stockholm (SIPRI). Intitulé *China Prepares for an Ice-free Arctic*, ce rapport analyse les activités chinoises en Arctique ainsi que l'évolution du discours officiel de Pékin concernant les enjeux énergétiques et commerciaux de cette région (Jakobson 2010). Depuis, la Chine a fait objet d'un certain nombre d'articles et de reportages de médias, ainsi que de publications universitaires analysant les aspirations de Pékin à devenir l'un des principaux acteurs en Arctique et à participer de manière active à la gestion des ressources et au débat sur la gouvernance de cette zone géographique.

A — Quelle production scientifique chinoise au sujet de l'Arctique ?

L'étude détaillée des activités de la Chine en Arctique montre que l'intérêt de Pékin à l'égard de cette région n'est pas aussi récent, puisqu'il remonte aux années

2. Les résultats de ces recherches dans les différents domaines de la science (climatologie, géologie, biologie, etc.) sont publiés non seulement en Chine mais aussi dans les revues internationales d'une grande renommée scientifique ; voir, par exemple, WEI Juncai *et al.*, 2010.

1980. Le programme officiel chinois de recherches arctiques a formellement débuté en 1989 avec la fondation à Shanghai de l'Institut chinois de recherches polaires (Centre de recherches polaires de Chine 2007). Selon la plus grande base de données chinoise – *Wanfang Data*³ [万方数据 – wanfang shuju] –, les premiers travaux de recherche consacrés aux problématiques arctiques ont commencé à être réalisés à partir de la fin des années 1980 (Wang 1988). En 1988, l'Académie chinoise des sciences a aussi commencé à publier une nouvelle revue trimestrielle entièrement consacrée aux problématiques liées à l'Arctique et à l'Antarctique, *Beiji yanjiu* [极地研究] ou *Chinese Journal of Polar Research*.

Depuis la fin des années 1980, les différentes revues scientifiques chinoises ont publié plusieurs centaines d'articles de chercheurs chinois, toutes disciplines confondues, consacrées à l'Arctique. La plupart de ces articles traitent essentiellement de sujets relevant de sciences exactes – les problèmes liés au réchauffement climatique en Arctique, l'impact de ces changements sur les variations de température et le volume de précipitation en Chine, etc. (voir par exemple Yan 2005). Ainsi, en faisant une recherche dans la *Wanfang Data*, nous avons relevé 1303 articles, publiés par une vingtaine de journaux chinois différents entre 1988 et 2012, qui comportaient le mot « Arctique » [北极 – Beiji] dans leur titre. La majorité de ces publications (39 % du nombre total) est consacrée à toutes sortes de problèmes climatologiques (ex. : Gong et Wang, 2003 ; Wu *et al.*, 2008) ; les autres analysent des questions de biodiversité (17 %), d'histoire et de langues des peuples autochtones d'Arctique (13 %), d'environnement (9 %), de technologie (8 %), de transport (4 %), de politique et de droit (6 %) ainsi que de santé (4 %).

Au cours des cinq dernières années, on a vu apparaître de plus en plus de publications davantage consacrées aux différentes questions propres au domaine des sciences humaines – questions de souveraineté en Arctique, analyse de la politique arctique des pays circumpolaires, rôle de l'Arctique dans le futur développement économique et géostratégique de la Chine, etc. (Lu 2010 ; Shi 2010). On relève ainsi 78 textes publiés entre 2006 et 2012, l'essentiel ayant paru entre 2010 et 2012 et portant sur la gouvernance de la région ou sur des enjeux politiques ou économiques. À notre connaissance, ces questions sont soulevées pour la première fois en 2006 avec un article (Yu 2006) sur la stratégie arctique du Canada. En 2007, Wang se penche sur les rivalités politiques et les enjeux de souveraineté en Arctique. En 2008, Liu analyse la stratégie russe en Arctique, tandis que Ren et Li évoquent à nouveau les questions de souveraineté. À partir de 2009 paraissent de très nombreux articles qui se penchent sur les enjeux politiques en Arctique ou qui soulignent les intérêts de la Chine dans cette région.

Les intérêts de la Chine en Arctique sont ainsi au cœur de discussions académiques où ce sujet est traité avec beaucoup moins de réserve et de prudence (Li 2009 et 2009b ; Zhang et Li 2010 ; Liu et Dong 2010 ; Liu *et al.* 2010 ; Lu

3. *Wanfang Data* est la première base de données qui a été créée en Chine dans les années 1950. Fondée par l'ISTIC (Institute of Science and Technology of China), elle avait d'abord pour objectif de numériser des informations sur des entreprises et leurs produits. Transformée par la suite en une vaste base de données électroniques multidisciplinaire, elle propose plusieurs collections (périodiques, thèses, archives, etc.). Voir le site de *Wanfang Data* (www.wanfangdata.com.cn/).

2011). Certains scientifiques chinois invitent leur gouvernement à changer sa position de neutralité en s'engageant davantage dans le processus de délimitation des zones de souveraineté en Arctique et du partage des ressources de cette région du monde, voire avançant l'idée que les ressources arctiques doivent relever du patrimoine de l'humanité (Li 2009 ; Jia 2010 ; Dutton 2012 ; Chen 2012), positions dont la presse se fait aussi l'écho (Chang 2010 ; Zhu 2011 ; voir l'analyse de Wright 2011b), sans préciser sur quelle base juridique cette politique pourrait être menée. Jia Yu (2010), de la State Oceanic Administration (SOA), soutient ainsi que l'extension des plateaux continentaux au-delà des limites des zones économiques exclusives devrait être limitée et que l'espace maritime au-delà de ces limites devrait relever du patrimoine mondial : c'est la notion de plateau continental étendu que Pékin conteste *sotto voce* dans son application dans l'Arctique.

Ces opinions, parfois très différentes de celles du Pékin officiel, sont publiées non seulement par les revues scientifiques traditionnelles, mais aussi par les périodiques officiels chinois qui ne publient jamais de matériaux ou d'opinions non autorisés au préalable. L'existence de ce genre de publications, qui s'inscrit dans la tendance générale de la montée de nationalisme en Chine, est délicate à interpréter : elle pourrait être un signe de la volonté de Pékin de former l'opinion publique chinoise sur l'importance des enjeux arctiques pour l'avenir socioéconomique du pays et sur la nécessité pour la Chine de devenir un acteur plus actif dans cette partie du monde, ou bien tout simplement de laisser un champ d'expression à ce nationalisme afin de détourner l'attention de l'opinion publique, sans pour autant que le gouvernement ait l'intention d'intervenir. Par ailleurs, il faut aussi se garder de croire que tous les articles scientifiques chinois font la promotion des intérêts de la Chine dans l'Arctique : ainsi Liu et Yang (2010) ou Mei et Wang (2010) demeurent-ils très modérés dans leurs propos.

B — Le déploiement d'outils de recherche sur le terrain

L'intérêt de la Chine pour l'Arctique ne s'est pas manifesté uniquement sur les pages des articles scientifiques, mais aussi sur le terrain. En 1992, donc avant que l'on ne parle abondamment de l'ouverture possible des routes arctiques, Pékin a organisé son premier programme de recherches scientifiques de cinq ans dans l'océan Arctique en partenariat avec les universités allemandes de Kiel et de Brême. Ce projet a été suivi par l'admission de la Chine aux différents organismes internationaux ayant pour mission de favoriser la coopération dans tous les aspects de la recherche arctique, tels que le Comité international des sciences arctiques (CISA), Ny-Ålesund Science Managers Committee (NYSMAC), Pacific Arctic Group (PAG) (Xu 2012).

L'achat en Ukraine, en 1994, d'un brise-glace (classe polaire 5) baptisé *Xue-long* [雪龙] ou *Dragon des neiges* a permis aux Chinois de monter un programme de recherches polaires indépendant et de mener plusieurs expéditions scientifiques en Arctique et en Antarctique. Coordinés par l'agence nationale Chinese Arctic

and Antarctic Administration (CAA)⁴, ces travaux de recherches ont pris une envergure impressionnante. Ainsi, outre 28 expéditions dans l'Antarctique, la Chine a préparé et conduit cinq expéditions en Arctique (1999, 2003, 2008, 2010 et 2012) et a fondé sa première station, « Fleuve Jaune » [黄河 – *Huanghe*], à Ny-Alesund, sur l'île de Spitzberg, archipel du Svalbard, en Norvège (2004), qui vient compléter un réseau de stations polaires comprenant aussi trois stations en Antarctique (Grande Muraille, fondée en 1985 ; Zhongshan, fondée en 1989 ; Kunlun, ouverte en 2009). En Chine, c'est la recherche en Antarctique, et non en Arctique, qui se taille la part du lion dans les budgets de recherche polaire, ne serait-ce que parce que Pékin, en vertu du traité de l'Antarctique (1959), n'a besoin d'aucune autorisation pour y développer bases et programmes de recherche (Keyuan 1993 ; Brady 2010). Il serait cependant inexact de penser que, dès le lancement en 1981 des programmes polaires, les agences de recherche chinoises considéraient l'Antarctique comme une étape vers l'Arctique : rien ne l'atteste dans la littérature sur le sujet. Le programme chinois de recherches en Arctique est en grande partie consacré à l'étude des interactions entre l'océan glacial Arctique, les glaces maritimes et l'atmosphère, afin d'en apprendre davantage sur l'influence des changements climatiques anormaux du pôle Nord sur le climat chinois (Wang 2010).

Récemment, le gouvernement chinois a annoncé la construction d'un second brise-glace qui devrait permettre aux scientifiques chinois d'élargir leurs recherches polaires. Le nouveau navire, qui devrait entrer en service en 2014, sera capable de se frayer un chemin à travers des glaces de 1,5 mètre d'épaisseur (classe polaire 3) et il pourra déplacer 8 000 tonnes de cargaison (Wang 2011 ; MREN 2012). Il disposera également de nombre d'équipements spécialisés qui aideront les chercheurs à étudier l'environnement océanique ainsi qu'à intégrer beaucoup plus rapidement les données recueillies lors des expéditions polaires (*People's Daily* 2011). Selon Chen Lianzeng, directeur adjoint de la State Oceanic Administration qui contrôle et coordonne les recherches chinoises en Arctique et en Antarctique, les deux brise-glaces vont réaliser des expéditions dans les régions polaires pendant plus de 200 jours par année (*People's Daily* 2011).

II – Le déploiement d'une stratégie chinoise agressive en Arctique ?

A — Un certain mutisme quant à la position officielle de la Chine

Malgré l'intérêt croissant de la Chine pour l'Arctique, en particulier dans le domaine scientifique, mais aussi, et de plus en plus, sur les plans diplomatique et économique, aucune stratégie officielle guidant les actions et les déclarations du gouvernement chinois à propos de cette région et de son potentiel (énergétique,

4. Fondée en 1981 (cet organisme s'appelait alors le Bureau du Comité d'expédition nationale en Antarctique), *Guoji haiyangju judi kaocha bangongshi* [国家海洋局极地考察办公室] a cinq sections qui gèrent toutes les activités en relation avec l'Arctique et l'Antarctique, ainsi que deux bureaux à l'extérieur de la Chine – au Chili et en Australie – et le centre d'entraînement à Yabuli, province de Heilongjiang. Voir le site Internet de l'organisation Chinese Arctic and Antarctic Administration, à l'adresse (www.chinare.gov.cn/en/index.html).

maritime, économique, scientifique, militaire, etc.) n'a été publiée jusqu'à maintenant. Pékin dément fermement l'existence d'une telle stratégie et souligne le caractère avant tout scientifique de son intérêt pour l'Arctique (Spears 2011). Le vice-ministre des Affaires étrangères, Hu Zhengyue, a ainsi souligné au cours d'une conférence tenue au Svalbard en novembre 2009 que la « Chine n'a[vait] pas de politique arctique » (cité par Jakobson 2010).

Les déclarations des représentants officiels sont très prudentes et traitent principalement de questions liées au changement climatique et à l'environnement (Zhang et Ren 2012). Les modifications dans la circulation atmosphérique en provenance de l'Arctique semblent être la cause principale des changements météorologiques importants observés en Chine depuis quelques années, notamment la baisse des précipitations en Chine du Nord. Ainsi, la région de l'Arctique serait directement liée à la sécurité du développement socioéconomique de la Chine, d'où l'intérêt du gouvernement chinois pour une meilleure compréhension des mécanismes climatiques de cette région (Qin et Chen 2011 ; Zhang et Ren 2012).

Quant aux questions de souveraineté en Arctique et à l'exploitation de ressources naturelles de la région, les déclarations de Pékin sont rares et restent assez vagues. Le gouvernement chinois souligne qu'il respecte les droits souverains des pays arctiques fondés sur la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM, 1982, entrée en vigueur en 1994), selon laquelle les zones de haute mer de l'océan Arctique sont situées au-delà de 200 miles marins (320 km) des côtes des pays l'entourant. Ces 200 miles marins représentent les zones économiques exclusives (ZEE) de chaque pays riverain, dans lesquelles les États côtiers détiennent des droits souverains sur les richesses de la colonne d'eau, des fonds marins et du sous-sol. Des droits souverains s'établissent aussi pour les ressources du sous-sol sur le plateau continental étendu, au-delà de la limite des 200 miles marins, mais seulement si ce dernier est une extension géologique naturelle du plateau continental physique. Les États arctiques revendiquent tous l'extension de leur zone de juridiction (Steinberg *et al.* 2010 ; Bartenstein 2010), d'où les litiges potentiels entre Russie, Danemark, Canada et États-Unis lorsque les revendications de ces trois derniers seront connues.

Ces disputes ont été analysées par de nombreux auteurs chinois qui concluent que la communauté internationale doit respecter les recommandations de la CNUDM, bien que certaines zones revendiquées par les pays avoisinant l'Arctique semblent plutôt relever de la juridiction internationale et devraient demeurer ainsi ouvertes à tous (Zhao 2009 ; Liu *et al.* 2010) et relever, en bref, de ce que la CNUDM appelle la « Zone ». En particulier, l'amiral Zhuo Yin est souvent cité depuis qu'il a affirmé que « l'Arctique appartient à tous les peuples du monde et aucun État n'y a de souveraineté » (cité par Chang 2010), sans pourtant que l'on sache trop à quels espaces maritimes l'amiral pensait, ni si ses propos radicaux, certes relayés par l'agence China News Service, sont endossés par le gouvernement.

Toutefois, cette position, si elle devenait la politique officielle de la Chine, serait surprenante, car elle pourrait nuire aux intérêts chinois dans les mers de

Chine du Sud et de l'Est. Il serait difficile pour Pékin, qui depuis des années cherche à faire reconnaître ses revendications maritimes, de justifier l'extension des espaces maritimes chinois en niant ce droit aux États arctiques. De même, plusieurs analystes canadiens redoutent que la Chine conteste la souveraineté revendiquée par le Canada sur le passage du Nord-Ouest ; or, si Pékin conteste le statut d'eaux intérieures affirmé par Ottawa sur ce passage, il sera difficile pour la Chine de défendre une revendication très semblable sur le détroit de Qiongzhou (Lalonde et Lasserre 2013).

B — Une diplomatie chinoise active

En parallèle aux activités scientifiques chinoises, le gouvernement chinois a aussi établi de nombreux partenariats politiques et économiques avec les pays arctiques, notamment avec le Danemark, l'Islande, la Suède et la Finlande (Pascal 2010)⁵. Ainsi, en Islande, depuis la crise financière qui a frappé l'île en 2008, la Chine – profitant des préoccupations financières d'un gouvernement aux abois⁶ – occupe une place importante dans la vie économique du pays⁷. L'aide financière de Pékin est jugée inestimable par le président actuel de l'Islande, Ólafur Ragnar Grímsson, qui a visité la Chine cinq fois durant les six dernières années et qui y fait la promotion de l'Islande en tant que centre logistique potentiel en Arctique (Ward et Hook 2011).

Au cours d'une visite officielle du premier ministre chinois, Wen Jiabao, à Reykjavik en avril 2012, la Chine a signé six accords de coopération avec l'Islande dans les domaines de l'énergie et des sciences et technologies (*Nouvel Observateur* 2012 ; *China Daily* 2012), confirmant ainsi le partenariat ébauché dès 2010. En même temps, l'Islande a confirmé son appui à la candidature de la Chine en tant qu'observateur permanent au sein du Conseil de l'Arctique (Hu 2012).

Le gouvernement chinois a aussi développé de nombreux partenariats politiques et économiques avec les pays arctiques, notamment avec la Norvège (2001) et le Danemark (2010). Ainsi, en mai 2010, le Danemark a accueilli la première délégation de commerçants et d'investisseurs chinois, qui ont signé des contrats et des lettres d'intentions dans les domaines de l'énergie, de l'économie verte, de l'agriculture et de la sécurité alimentaire dont la valeur totale est estimée à plus de 740 millions de dollars américains⁸.

5. Le gouvernement chinois semble aussi tisser activement des liens avec certains groupes autochtones, notamment au Canada ; voir Pascal (2010).
6. La Russie avait aussi tenté de tirer parti des tourments financiers islandais, lorsque Moscou a envisagé de débloquer un prêt de 4 milliards d'euros en octobre 2008, prêt réduit par la suite à 500 millions de dollars, puis finalement refusé par Moscou en octobre 2009 lorsqu'il est devenu clair que l'Islande avait obtenu un accord séparé avec le FMI et les pays scandinaves. En janvier 2012, la Chine a promis de soutenir la stabilité financière de l'Islande et sa croissance économique ; voir *Chinese Government Official Web Portal* (2012).
7. En 2011, le commerce entre l'Islande et la Chine a atteint le chiffre record de 151 millions de dollars. La Chine exporte en Islande des vêtements, des chaussures et des produits textiles, alors que l'Islande approvisionne le marché chinois en poisson ; voir Shanley (2012).
8. Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China (2011), *China-Denmark Bilateral Relations* (www.fmprc.gov.cn/eng/wjlb/zjzg/xos/gjlb/3281/).

Les accords signés portent principalement sur le développement de la coopération dans le domaine des recherches sur la navigation en Arctique, de l'exploitation des ressources naturelles, des échanges scientifiques et des recherches conjointes, mais aussi sur l'appui de la candidature de la Chine auprès du Conseil de l'Arctique. En effet, la Chine tente depuis 2008 de devenir observateur permanent au Conseil, un poste qui ne lui donnerait guère de levier décisionnel, mais lui permettrait de faire entendre sa voix dans ce forum intergouvernemental régional qui promeut la coopération et la concertation entre les pays arctiques⁹ (Koivurova 2009). Ce statut lui permettrait de prendre part aux discussions et de faire valoir sa position sur les questions d'ordre général, mais il ne lui donnerait pas le droit de participer au vote des recommandations, droit réservé aux seuls huit pays membres (Puel et Mélis 2012). Après avoir échoué à obtenir ce statut en 2009, la Chine a renouvelé sa demande, qui devrait être examinée en mai 2013 par les huit pays membres du Conseil.

En 2009, lorsque le Conseil a examiné les demandes de la Chine, de la Corée du Sud et de l'Union européenne, le refus de la Norvège, du Canada et de la Russie face à la candidature européenne l'a conduit à accorder aux pays demandeurs le statut provisoire d'observateurs *ad hoc*, en attendant le réexamen de leur candidature. Beijing déploie donc une intense campagne diplomatico-économique pour plaider sa cause auprès des pays scandinaves et souligner l'intérêt d'une coopération économique (Staalesen 2012). La Suède, le Danemark, l'Islande ont signifié leur appui à l'admission définitive de la Chine. Si la Norvège se montre moins réceptive aux arguments chinois, du fait de la controverse bilatérale entourant l'attribution du prix Nobel de la paix 2010 au dissident chinois Liu Xiaobo, elle a néanmoins affirmé qu'elle soutiendrait la candidature de la Chine (*Terra Daily* 2012). Le Canada et les États-Unis ne s'opposent pas à l'admission de la Chine, et Washington n'a pas commenté les projets chinois dans l'Arctique (Campbell 2012).

La question de l'admission de la Chine comme observateur permanent semble un enjeu majeur pour la diplomatie chinoise dans l'Arctique, non pas pour y infléchir la gouvernance de la région – le Conseil de l'Arctique prend très peu de décisions contraignantes pour les membres, et les observateurs n'y ont pas droit de vote –, mais bien simplement pour y faire entendre la voix de Pékin au sujet de l'exploitation des ressources, du régime de navigation et de l'application de la Convention sur le droit de la mer.

C — Des intérêts d'ordre économique pour la Chine ?

Un intérêt pour l'extraction minière qui prend forme

La Chine ne s'intéresse pas qu'au Conseil de l'Arctique : au Danemark, Pékin a souligné le potentiel minier conséquent du Groenland. Des capitaux

9. Le Conseil de l'Arctique réunit les huit États de l'Arctique, soit le Canada, le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège, la Fédération de Russie, la Suède et les États-Unis. Cette organisation coordonne des discussions sur les aspects environnementaux, économiques et sociaux du développement dans la région de l'Arctique et demeure le principal groupement international de gouvernance de l'Arctique, bien qu'elle n'ait pas de pouvoir décisionnel.

chinois importants ont été investis dans l'entreprise britannique London Mining, qui doit entreprendre l'exploitation d'une très importante mine de fer à Isua en 2015 (London Mining 2011). Au Canada, Wisco envisage l'exploitation d'un gisement de fer majeur au lac Otelnuq (Nunavik) (*Les Affaires* 2012). En janvier 2010, Jilin Jien Nickel, l'un des plus gros producteurs chinois de nickel, a fait l'acquisition de Canadian Royalties Inc. afin d'exploiter un gisement de nickel situé près de la communauté inuite de Kangiqsujuaq, toujours au Nunavik (Investissement Québec 2011). MMG envisage d'ouvrir deux mines majeures de zinc et de cuivre près du golfe du Couronnement, dans le Nunavut continental (Izok Lake et High Lake) (*Nunatsiaq News* 2012).

L'exploitation des hydrocarbures

La problématique arctique est aussi au cœur des relations sino-russes, abordées dans le cadre de discussions plus générales sur le partenariat stratégique et énergétique entre les deux pays. Malgré la méfiance qui peut émailler les relations bilatérales en dépit de la signature des récents traités frontaliers, la Russie entend tirer parti de l'intérêt économique de la Chine pour l'Arctique. Moscou, qui contrôle le passage du Nord-Est et souhaiterait commencer prochainement l'exploitation massive des ressources naturelles dans sa zone arctique, voit en la Chine un client potentiel pour la Route maritime du Nord (RMN) (Popov 2010) et un pourvoyeur possible des capitaux nécessaires pour mettre en place ce projet. Toutefois, l'exploitation de ces ressources en milieu arctique nécessite une expertise technologique très avancée ainsi que de l'équipement spécifique (plateformes de forage adaptées) dont la Chine ne dispose pas et que la Russie maîtrise mal (Savelieva et Shiyani 2010). En témoignent les retards fréquents et les dépassements de coûts pour la mise en exploitation du gisement de gaz de Shtokman, en mer de Barents. Pour Pékin, y accéder suppose des investissements en recherche, développement et maîtrise des savoir-faire de l'ordre de plusieurs milliards de dollars et sur plusieurs années^{10 11}. De plus, la Chine et la Russie conduisent conjointement un programme de recherches scientifiques qui portent entre autres sur les problèmes techniques et technologiques de la construction de gazoducs et oléoducs dans les conditions arctiques et subarctiques (Du *et al.* 2010).

Ces difficultés techniques dans l'exploitation des hydrocarbures et les coûts élevés des activités en Arctique ont poussé la Russie à chercher des partenaires à l'étranger, notamment en Chine, afin de faciliter l'exploitation des gisements, terrestres pour le moment. Trois compagnies chinoises ont proposé de fournir les capitaux et la main-d'œuvre nécessaires : China National Petroleum Corporation, China National Offshore Oil Corporation et China Petroleum & Chemical Corporation Limited. Selon la presse russe, des discussions bilatérales russo-chinoises

10. Jean-Thomas Bernard, spécialiste en économie de l'énergie, Département de science économique, Université d'Ottawa, correspondance avec les auteurs, 25 octobre 2012.

11. Les médias (dont le *New York Times* ; voir Rosenthal, 2012) ont annoncé que la tentative de rachat de l'entreprise canadienne Nexen avait comme finalité l'acquisition de ces technologies. C'est probablement faux : Nexen ne dispose ni de la technologie ni du savoir-faire nécessaires pour l'Arctique. En revanche, elle détient des gisements importants en Alberta (sables bitumineux) et un savoir-faire réel en forages profonds, qui peuvent être utiles en mer de Chine, par exemple (Eckert 2012).

sont en cours afin de déterminer le niveau et le volume de la participation chinoise dans ce projet. La plus grande partie du pétrole et du gaz que la Russie pense extraire des gisements arctiques est destinée au marché asiatique, et à la Chine en particulier¹². Face à ces développements et aux difficultés d'acquisition de la technologie de forage dans l'Arctique, la Chine sera sans doute plus tentée d'acheter le pétrole extrait dans le cadre de contrats d'achat ou de sociétés mixtes que d'essayer d'acheter elle-même des sites d'exploitation.

La navigation dans l'Arctique

La première tentative de transporter les hydrocarbures russes vers la Chine en utilisant la RMN a été entreprise en août 2010. Le navire-citerne *Baltica*, accompagné d'un brise-glace russe, a mis 27 jours pour livrer les 70 000 tonnes de condensat de gaz naturel de Mourmansk à Ningbo, au nord-est de la province chinoise de Zhejiang.

Ce premier essai a été suivi par la signature d'un accord sur la coopération à long terme dans le domaine de la navigation arctique et pour le développement de la Route maritime du Nord (RMN, nom commercial du segment du passage du Nord-Est entre les détroits de Kara et de Béring) entre la société russe de transport maritime Sovcomflot et China National Petroleum Corporation (CNPC), en novembre 2010. Cet accord, déclaré officiellement partie intégrante de la stratégie de coopération énergétique sino-russe, a été signé en présence de Igor Setchine, vice-premier ministre de la Fédération de Russie et accessoirement président du conseil d'administration de la compagnie Rosneft, le deuxième plus grand producteur du pétrole russe¹³, et de Wang Qishan, vice-premier ministre du Conseil des affaires d'État de la RPC. Cet accord souligne que la Chine ne conteste pas la souveraineté revendiquée par Moscou sur les eaux intérieures des archipels arctiques russes et qu'il lui serait par conséquent difficile de contester par la suite la position canadienne, très semblable à la position russe.

En plus des conventions déjà existantes, cet accord détermine les modalités de l'utilisation partagée du potentiel passage du Nord-Est, qu'il s'agisse de transit ou de transport des hydrocarbures en provenance des gisements pétro-gaziers arctiques, soulignant l'intérêt mutuel de cette route : Moscou y voit le

12. Ainsi, la Russie prévoyait vendre aux Chinois le gaz extrait des nombreux gisements arctiques de la péninsule de Yamal. Cependant, à la suite de la découverte de ressources importantes de gaz de schiste en Chine, Pékin n'a pas accepté de signer le contrat avec la Russie, exigeant une baisse des prix du gaz demandés par Moscou. Actuellement, la Russie mène des négociations avec la Chine à ce sujet. Dans son discours lors de la mise en exploitation du gisement de Bovanenkovo, à Yamal, Vladimir Poutine a souligné que la Russie doit suivre les tendances sur le marché international d'hydrocarbures et bâtir sa stratégie dans ce domaine en fonction des perspectives à long terme, c'est-à-dire de vendre son gaz de manière plus active à l'est – en Chine et au Japon ; voir Drobinina (2012) et Skabeeva (2012).

13. En octobre 2012, la compagnie Rosneft a annoncé qu'elle négociait l'achat de son concurrent principal TNK-BP, une coentreprise russo-britannique. Dans le cas de la réalisation de cette transaction, Rosneft, détenue à 75 % par l'État russe, serait propulsée à la première place des producteurs de pétrole cotés en Bourse dans le monde, devant l'américain ExxonMobil ; voir Callus et Golubkova (2012).

développement possible d'un lucratif partenariat, et Pékin une route rapide pour acheminer les matières premières dont la Chine a besoin. Moscou s'efforce de promouvoir la RMN comme route maritime internationale depuis 1991. En 2011, puis en 2012, plusieurs vraquiers ont transporté du minerai de fer chargé à Mourmansk ou à Kirkenes (Norvège) vers des ports chinois, en transitant par la RMN, et plusieurs pétroliers et méthaniers ont fait de même entre Vitino et la Chine : plus de 600 000 tonnes de condensat ont ainsi été livrées en Asie via la RMN en 2011 (Nilsen 2011 ; Northern Sea Route Administration 2012).

Ainsi les efforts russes pour développer le trafic maritime international le long de la RMN commencent-ils à porter leurs fruits. De 5 transits en 2010, on est passé à 34 en 2011, puis à 47 en 2012 : des chiffres loin du trafic de Suez ou de Malacca, mais en croissance et essentiellement alimentés par l'exportation des ressources naturelles arctiques vers les marchés ultimes, Europe et Asie. Cependant, les entreprises de navigation commerciale chinoises ne se bousculent guère dans l'Arctique : tout le trafic est entre les mains de sociétés russes ou européennes, ce qui confirme le faible intérêt pour la navigation arctique des armateurs chinois (Lee 2012).

De fait, la Chine semble s'intéresser aux routes arctiques en ce qu'elles permettent d'accéder aux ressources naturelles, ressources qu'elle envisage d'acquérir selon les mécanismes du marché, plutôt qu'aux possibilités de transit. Finalement, le transit considéré globalement semble peu attirer les transporteurs maritimes (Lasserre et Pelletier 2011 : 1465-1473).

Conclusion

Malgré la présence croissante de la Chine en Arctique et l'ancienneté des programmes de recherche, l'affirmation d'une volonté politique est un fait très récent, dont de nombreux éléments restent encore à découvrir et à étudier, car Pékin n'a pas encore articulé de doctrine officielle en la matière. L'analyse de l'évolution de la politique de Pékin à l'égard de l'Arctique durant ces quinze dernières années nous a cependant permis de souligner l'existence d'une stratégie que la Chine est en train de mettre progressivement en place afin de défendre ses intérêts dans cette partie du monde.

D'une part, la Chine a réalisé un vaste programme de recherches polaires et a mis en place une vraie structure de gestion des activités chinoises en Arctique, renforçant ainsi sa présence dans cette région. D'autre part, en établissant des relations avec les pays qui entourent l'océan Arctique et en participant de manière active aux débats internationaux au sujet de l'avenir de l'Arctique et du rôle de cette région dans le développement mondial, la Chine a réussi à se faire reconnaître comme l'un des acteurs principaux sur la scène arctique tout en n'ayant aucun accès géographique à cette région. Bien qu'il reste encore beaucoup d'inconnues dans l'équation Chine-Arctique, il semble que la Chine soit parvenue à atteindre un premier objectif dans ce dossier international : faire entendre sa voix dans la gouvernance régionale et disposer d'options sur le développement des ressources par le recours aux mécanismes du marché. Enfin, il est certain que la

Chine s'intéresse aux ressources naturelles et au potentiel en matière de transport maritime que présente l'Arctique : une intense activité diplomatique de la Chine et un fort dynamisme de ses entreprises dans la région s'efforcent de matérialiser les intérêts chinois. En cela, la Chine ne manifeste pas de comportement menaçant et ne diffère aucunement des nombreux autres acteurs internationaux.

Olga V. ALEXEEVA
 Département d'histoire
 C.P. 8888, succursale Centre-ville
 Montréal (Québec) H3C 3P8
 Université du Québec à Montréal (UQAM)
 alexeeva.olga@uqam.ca

Frédéric LASSERRE
 Département de géographie
 Pavillon Abitibi-Price
 2405, rue de la Terrasse, local 3137
 Québec (Québec) G1V 0A6
 Université Laval
 frederic.lasserre@ggr.ulaval.ca

Bibliographie

- BARTENSTEIN Kristin, 2010, « Le fond marin arctique : convoitises et confusions », dans F. Lasserre (dir.), *Passages et mers arctiques. Géopolitique d'une région en mutation*, Québec, Presses de l'Université du Québec : 291-318.
- BRADY Anne-Marie, 2010, « China's Rise in Antarctica ? », *Asian Survey*, vol. 50, n° 4 : 759-785.
- CALLUS Andrew et Katya GOLUBKOVA, 2012, « Rosneft to Buy TNK-BP in Two-Step Deal », *The Globe and Mail*, 22 octobre 2012. Consulté sur Internet (www.theglobeandmail.com/report-on-business/international-business/european-business/rosneft-to-buy-tnk-bp-in-two-step-deal/article4627976/), le 30 octobre 2012.
- CAMPBELL Caitlin, 2012, *China and the Arctic : Objectives and Obstacles*, U.S.-China Economic and Security Review Commission Staff Research Report, Washington, DC.
- CENTRE DE RECHERCHES POLAIRES DE CHINE, 2007, « Zhongguo beiji yahjiu zhongxin jianjia » [中国极地研究中心简介] (Présentation du Centre de recherches polaires de Chine). Consulté sur Internet (www.pric.gov.cn/info.asp?sortid=1&subid=1) le 14 avril 2012.
- CHANG Gordon, 2010, « China's Arctic Play », *The Diplomat*, 9 mars. Consulté sur Internet (<http://the-diplomat.com/2010/03/09/china%E2%80%99s-arctic-play/>) le 25 novembre 2011.
- CHEN Zhiming, 2012, « China's South China Sea Policy and Its Implications for the Canadian Arctic », Communication présentée au colloque *La Chine et l'Arctique*, Montréal, OPSA-UQAM, 30 avril 2012.
- China Daily*, 2012, « China Has a Key Role in Safeguarding the Arctic », 29 juin : 9.
- Chinese Government Official Web Portal – GOV.cn* (2012), « China Pledges to Support Iceland's Financial Stability, Economic Growth », 17 janvier. Consulté sur Internet (http://english.gov.cn/2012-01/17/content_2046830.htm) le 18 avril 2012.
- DROBININA Ekaterina, 2012, « Dlya kogo "Gazprom" dobivaet gaz na Yamale ? » [Для кого "Газпром" добывает газ на Ямале?], *BBC Russia*. Consulté sur Internet (www.bbc.co.uk/russian/business/2012/10/121024_bovanenkovo_gazprom_launch.shtml) le 30 octobre 2012.
- DU Mingjun [杜明俊], Guiyang MA [马贵阳] et Xiaohan CHEN [陈寒笑], 2010, « Bingtuqu maidi reyou guandao tingshu wenjiang shuzhi mosi » [冻土区埋地热油管道停输温降数值模拟] (Simulation numérique des chutes de températures dans un oléoduc chaud pendant un arrêt complet dans les régions de pergélisol), *Tianranqi yu shiyou* [天然气与石油] – *Natural Gas and Oil*, vol. 28, n° 4 : 54-57.
- ECKERT, PAUL, 2012, *CNOOC-Nexen Deal Seen Helping China's South China Sea Thrust*, Reuters, 4 août.

- DUTTON Peter, 2012, « Law of the Sea for the 21st century », dans P. Dutton *et al.* (dir.), *Twenty-first Century Seapower. Cooperation and Conflict at Sea*, Londres, Routledge : 320.
- GRUPTA Arvind, 2009, « Geopolitical Implications of Arctic Meltdown », *Strategic Analysis*, vol. 22, n° 2 : 174-177.
- HOLMES Stephanie, 2008, « Breaking the Ice : Emerging Legal Issues in Arctic Sovereignty », *Chicago Journal of International Law*, vol. 9, n° 1 : 323-352.
- HU Yinan, 2012, « China – Iceland Pledge Further Cooperation During Wen’s Visit », *China Daily*. Consulté sur Internet (www.chinadaily.com.cn/china/2012-04/21/content_15105506.htm) le 4 mai 2012.
- INVESTISSEMENT QUÉBEC, 2011, « Jilin Jien Nickel porte à 800 M\$ ses investissements dans le Nord québécois », *Invest-Québec Express*, vol. 3, n° 7, septembre.
- JAKOBSON Linda, 2010, « China Prepares for an Ice-Free Arctic », *SIPRI Insights on Peace and Security*, 2, 16 p.
- JIA Yu, 2010, « Beiji diqu lingtu zhuquan he haiyang quanyi zhengduan tanxi » [北极地区领土主权和海洋权益争端探析] – « An Analysis of the Dispute over Arctic Region’s Territorial Sovereignty and Maritime Rights », *Zhongguo haiyang daxue xue bao* (shehui kexueban) [中国海洋大学学报 (社会科学版)] – *Journal of Ocean University of China (Social Sciences)*, n° 1.
- KEYUAN Zou, 1993, « China’s Antarctic Policy and the Antarctic Treaty System », *Ocean Development & International Law*, vol. 24, n° 3 : 237-255.
- KOIVUROVA Timo, 2009, « Limits and Possibilities of the Arctic Council in a Rapidly Changing Scene of Arctic Governance », *Polar Record*, vol. 46, n° 2 : 146-156.
- LALONDE Suzanne et Frédéric LASSERRE, 2013, « The Position of the United States on the North-west Passage. Is the Fear of Creating a Precedent Warranted ? », *Ocean Development and International Law*, vol. 44, n° 1 : 28-72.
- LASSERRE Frédéric (dir.), 2010a, *Passages et mers arctiques. Géopolitique d’une région en mutation*, Québec, Presses de l’Université du Québec, 516 p.
- LASSERRE Frédéric, 2010b, « Géopolitiques arctiques : pétrole et routes maritimes au cœur des rivalités régionales ? », *Critique internationale*, n° 49 : 131-156.
- LASSERRE, Frédéric et Sébastien PELLETIER, 2011, « Polar Super Seaways ? Maritime Transport in the Arctic : An Analysis of Shipowners’ Intentions », *Journal of Transport Geography*, vol. 19, n° 6 : 1465-1473.
- LEE Sung-Woo, 2012, « Potential Arctic Shipping – Change, Benefit, Risk, and Cooperation », *2012 North Pacific Arctic Conference*, Honolulu, 8-10 août.
- LES AFFAIRES, 2012, « La Chine affirme sa présence dans l’économie minière du Québec », 28 avril. Consulté sur Internet (www.lesaffaires.com/archives/les-affaires/la-chine-affirme-sa-presence-dans-l-economie-mini-ere-du-quebec/543722).
- LI Zhenfu [李振福], 2009a, « Beiji hangxiande zhongguo zhanluè fenxi » (L’analyse de la stratégie chinoise en matière de route maritime du Nord), *Zhongguo ruankexue* [中国软科学] – *China Soft Science*, n° 1 : 1-7.
- LI Zhenfu, 2009b, « Obstacles to China’s Participation in the International Arctic Route Mechanism and Countermeasures », *Navigation of China*, n° 2 : 98-103.
- LI Zhenfu, 2009c, « Dihuan zhengzhi lilun yu Beiji hangxian diyuan zhengzhi lilun zhashe » [地缘政治理论演变与北极航线地缘政治理论假设] (Évolution et analyse de la géopolitique des routes maritimes en Arctique), *Shijie Dili Yanjiu* [世界地理研究] – *World Regional Studies*, vol. 19, n° 1 : 6-13.
- LIU Huirong et Yue DONG, 2010, « Zhongguo haiyang quanyi falv baozhang shiye zhong de jidi wenti yanjiu » [中国海洋权益法律保障视野中的极地问题研究] (« Polar Research from the Perspective of Legal Protection of China’s Maritime Rights and Interests »), *Zhongguo haiyang daxue xue bao* (shehui kexueban) [中国海洋大学学报 (社会科学版)] – *Journal of Ocean University of China (Social Sciences)*, n° 5.
- LIU Huirong, Yue DONG et Yijia HOU [刘惠荣, 董跃, 侯一家], 2010, « Baozhang woguo Beiji kaocha jixian guanyi falü tujing chushen » [保障我国北极考察及相关权益法律途径初探] – « The Legal Approach to Protect China’s Arctic Expedition and Relevant Rights and Interests », *Zhongguo haiyang daxue xuebao* [中国海洋大学学报] – *Journal of Ocean University of China (Social Sciences)*, n° 6 : 1-4.

- LIU Huirong et Fan YANG [刘惠荣, 杨凡], 2010, *Beiji shengtai baohu falü wenti yanjiu* [北极生态保护法律问题研究] (Recherche sur les enjeux du droit environnemental arctique du point de vue du droit international), Pékin, Beijing Shi.
- LIU Xin-hua, 2008, « Shixi eluosi de beiji zhanlue » [试析俄罗斯的北极战略] – « An Analysis of the Arctic Strategy of Russia », *Dongbeiya luntan* [东北亚论坛] – *Northeast Asia Forum*, vol. 18, n° 6.
- LONDON MINING, 2011, *ISUA Iron Ore Mine Project, Greenland*, Londres.
- LU Jun-yuan [陆俊元], 2010, « Dangjin Beiji diyuan zhengzhi geju tezheng fenxi » [当今北极地缘政治格局特征分析] (Analyse des caractéristiques des tendances géopolitiques dans l'Arctique à l'heure actuelle), *Shijie dili yanjiu* [世界地理研究] – *World Regional Studies*, vol. 19, n° 1 : 1-5.
- LU Jun-yuan, 2011, « Zhongguo zai beiji diqu de zhanlue liyi fenxi » [中国在北极地区的战略利益分析- 非传统安全视角] – « China's Strategic Interests in the Arctic Region from the Perspective of Non-conventional Security », *Jiangnan shehui xueyuan xuebao* [江南社会科学院] – *Journal of Jiangnan Social University*, n° 4.
- MEI Hong et Zengzhen WANG, 2010, « Beiji haiyu falv diwei zhengduan jiqi jieju » [北极海域法律地位争端及其解决] – « The Dispute of the Legal Status of the Arctic Waters and Its Solution », *Zhongguo haiyang daxue xue bao* (shehui kexueban) [中国海洋大学学报 (社会科学版)] – *Journal of Ocean University of China (Social Sciences)*, 1.
- MREN, 2012, « Chinese to Build Polar RV », *Maritime Reporter & Engineering News (MREN)*, août : 55.
- MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA, 2010, *China's View on Arctic Cooperation*. Consulté sur Internet (www.fmprc.gov.cn/eng/wjwb/zjzg/tyfls/tfswx/t812046.htm) le 8 décembre 2011.
- MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA, 2011, « Director General Huang Huikang Meets with Canadian Assistant Deputy Minister of Foreign Affairs Christie ». Consulté sur Internet (www.fmprc.gov.cn/eng/wjwb/zygy/gyhd/t858972.htm6) le 8 décembre 2011.
- ROSENTHAL Elisabeth, 2012, « Race Is On as Ice Melt Reveals Arctic Treasures », *New York Times*, 18 septembre.
- NILSEN Thomas, 2011, « Less Russian Oil around the Coast of Norway », *BarentsObserver.com*, 1^{er} décembre. Consulté sur Internet (barentsobserver.com/en/security/less-russian-oil-around-coast-norway).
- NORTHERN SEA ROUTE ADMINISTRATION, 2012, « NSR Traffic figures ». Rapport communiqué par Tschudi Arctic Shipping, Kirkenes.
- NOUVEL OBSERVATEUR (LE), 2012, « Arctique, géothermie, droits de l'Homme abordés en Islande avec le Premier Ministre chinois ». Consulté sur Internet (<http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20120421.AFP3988/arctique-geothermie-droits-de-l-homme-abordes-en-islande-avec-le-premier-ministre-chinois.html>) le 29 avril 2012.
- NUNATSIQ NEWS, 2012, « MMG Forges Ahead with Izok Zinc-Copper Mine Proposal », 4 septembre. Consulté sur Internet (www.nunatsiaqonline.ca/stories/article/65674mmg_forges_ahead_with_izok_zinc-copper_mine_project_proposal) le 29 octobre 2012.
- PASCAL Cleo, 2010, *Global Warring. How Economical, Economic and Political Crises Will Redraw the World Map*, New York, Palgrave McMillan.
- PEOPLE'S DAILY ONLINE, 2011, « China's New Polar Icebreaker to Launch in 2013 », 22 juin. Consulté sur Internet (english.peopledaily.com.cn/90001/90776/90881/7416709.html) le 24 avril 2012.
- PERESYPKIN VSEVOLOD I. et ANATOLY N. YAKOVLEV, 2006, « Severnyi morskoi put' v probleme mejdunarodnykh transportnykh koridorov » [Северный морской путь в проблеме международных транспортных коридоров] (La Route maritime du Nord dans les réseaux de transport internationaux), [Транспорт Российской Федерации] *Transport Rossiiskoi Federatsii* (Transport de la Fédération de la Russie), 3 : 30-35.
- POPOV Viatcheslav A., 2010, « Perspektivy razvitiia portov Arktiki i Severnogo morskogo puti » [Перспективы развития портов Арктики и Северного морского пути] (Les perspectives du développement des ports en Arctique et de celui de passage du Nord-Est), *Razvitie portov* [Развитие портов- Razvitie portov] (Développement des ports), n° 5 : 12-15.

- PUEL Caroline et Sébastien MÉLIS, 2012, « Arctique, nouveau terrain de jeu de la Chine », *Le Point*. Consulté sur Internet (www.lepoint.fr/monde/arctique-nouveau-terrain-de-jeu-de-la-chine-09-04-2012-1449719_24.php) le 1^{er} mai 2012.
- QIN Qian & Chen YUGANG, 2011, « The Post-Cold War International Cooperation in the Arctic Region », *China International Studies* : 138-155.
- REN Xiaowei et Yongqiang LI, 2008, « Beibingyang zhuquan zhi jue yu Zhongguo guoji zeren xianxi » [北冰洋主权之争与中国国际责任浅析] (Analyse des problèmes de souveraineté en océan Arctique et responsabilité internationale de la Chine dans ce dossier), *Lanfang shifang xue yuan xuebao* [廊坊师范学院学报] – *Journal of Lanfang Teachers College*, vol. 24, n° 4 : 66-69.
- SAVELIEVA Svetlana B. et Galina N. SHIYAN, 2010, « Arktika : oukrepnenie geopoliticheskikh pozitsii i ekonomicheskoe razvitiie » [Арктика : укрепление геополитических позиций и экономическое развитие] (L'Arctique : le renforcement des positions géopolitiques et le développement économique), *Vestnik MGU* [Вестник МГУ] (Bulletin de l'Université d'État de Moscou), vol. 13, n° 1 : 115-119.
- SHANLEY Mia, 2012, *China's Wen in Iceland, Eyes on Arctic Riches*, Reuters. Consulté sur Internet (www.reuters.com/article/2012/04/20/us-china-europe-idUSBRE83J0M920120420) le 30 avril 2012.
- SHI Chunlin, 2010, « Beibingyang hangxian kaitong dui Zhongguo jingji fazhande zuoyong ji Zhongguo liyong duice » [北冰洋航线开通对中国经济发展的作用及中国利用对策] (L'utilisation et le rôle des routes maritimes en Arctique pour le développement économique de la Chine), *Jingji wenti tansuo* [经济问题探索] – *Inquiry Into Economic Issues*, n° 8 : 47-52.
- SKABEEVA Olga, 2012, « Lideri v Arktike: novoe mestorogdenie obespechit ves eksport gaza v Evropu » [Лидеры в Арктике: новое месторождение обеспечит весь экспорт газа в Европу], *Vesti.ru*. Consulté sur Internet (www.vesti.ru/doc.html?id=940270&cid=6) le 30 octobre 2012.
- SPEARS Joseph, 2011, « The Snow Dragon Moves into the Arctic Ocean Basin », *China Brief*, vol. 11, n° 2. Consulté sur Internet (www.jamestown.org/programs/chinabrief/single/?tx_ttnews%5Btt_news%5D=37429&tx_ttnews%5BbackPid%5D=25&cHash=ed639f4996) le 4 mai 2012.
- STAALSEN Atle, 2012, « Prime Minister Wen Jiabao is Ready to Tour Sweden and Iceland in a Bid for His Country's Permanent Observer Status », *BarentsObserver.com*, 17 avril.
- STEINBERG Philip E., Jeremy TASCH, Sandra J. FABIANO et Rob SHIELDS, 2010, « Contested Sovereignty in a Changing Arctic », *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 100, n° 4 : 992-1002.
- STRUZIK, Ed, 2007, « Who Will Guard our Gaping Back Door ? », *Edmonton Journal*, 18 novembre.
- Terra Daily*, 2012, « Despite Nobel tiff, Oslo Backs China Arctic Council Entry », 14 février, *Terra Daily*. Consulté sur Internet (www.terradaily.com/reports/Despite_Nobel_tiff_Oslo_backs_China_Arctic_Council_entry_999.html), le 7 mai 2012.
- WANG Qian, 2010, « Arctic Research Set to Be Beefed Up », *China Daily*. Consulté sur Internet (http://chinadaily.com.cn/usa/2010-05/06/content_11018535.htm) le 24 avril 2012.
- WANG Qian, 2011, « New Icebreaker to Improve China's Polar Research », *China Daily*. Consulté sur Internet (www.chinadaily.com.cn/cndy/2011-11/04/content_14034714.htm) le 14 novembre 2011.
- WANG Xiaolang, 1988, *Beiji haishui mianjide shikong fenbu jiqi Changjiang shang, zhongyouxiuqi shuliang fenggude guanxi* [北极海冰面积的时空分布及其与长江上、中游汛期水量丰枯的关系] (Sur le lien entre la distribution spatiale et temporelle de glace de l'océan Arctique et les variations annuelles du niveau d'eau du Yangze en période des crues), Thèse de maîtrise, Université de Hohai, Chine.
- WANG Lijiu, 2007, « Beibingyang zhuquan zhizheng de qushi » [北冰洋主权之争的趋势] – « Trends of Struggling for Sovereignty Over the Arctic », *Xiandai guoji guanxi* [现代国际关系] – *Contemporary International Relations*, n° 10 : 17-21.
- WARD Andrew et Leslie HOOK, 2011, « Iceland's President Welcomes Chinese Interest », *Financial Times*. Consulté sur Internet (www.ft.com/cms/s/0/4716d5c2-d57f-11e0-9133-00144feab49a.html#axzz1f1xPScUZ) le 21 octobre 2012.

- WEESE Bryan, 2010, « Japan Latest Non-Arctic Country to Claim Stake in North Pole », *Toronto Sun*. Consulté sur Internet (www.torontosun.com/news/canada/2010/09/03/15241971.html) le 11 avril 2012.
- WEI Juncai *et al.*, 2010, « Decrease in the CO₂ Uptake Capacity in an Ice-Free Arctic Ocean Basin », *Science*, vol. 329, n° 5991 : 556-559.
- WRIGHT David C., 2011a, « The Panda Bear Readies to Meet the Polar Bear : China Debates and Formulates Foreign Policy towards Arctic Affairs and Canada's Arctic Sovereignty », *Canadian Defence & Foreign Affairs Institute Papers*. Consulté sur Internet (www.cdfai.org/PDF/The%20Panda%20Bear%20Readies%20to%20Meet%20the%20Polar%20Bear.pdf) le 8 décembre 2011.
- WRIGHT David C., 2011b, *The Dragon Eyes the Top of the World. Arctic Policy Debate and Discussion in China*, Naval War College, Center for Naval Warfare Studies, China Maritime Studies Institute, Newport, RI, 56 p.
- XU Shijie, 2012, *Chinese Arctic and Antarctic Administration – China's Activities and Prospecting in the Arctic*, Présentation faite au Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité (CEPES), à l'occasion du colloque *La Chine et l'Arctique*, 30 avril 2012, Montréal, Canada.
- YAN Qide [颜其德], 2005, « Beiji diqu yu quandqie bianhua » [北极地区与全球变化] (L'Arctique et le changement global), *Kexue [科学] – Science*, vol. 57, n° 3 : 14-17.
- YU Tian Ying, 2006, « Cong haiyang dao haiyang... zai dao haiyang – jianada jingying beiji diqu » [从海洋到海洋...再到海洋——加拿大经营北极地区] – « From Ocean to Ocean... and Finally to the Ocean – How Would Canada Run the North », *Shijie zhishi [世界知识] – World Knowledge*, n° 23.
- ZHANG Shengjun [张胜军] et Xing Li [李彤], 2010, « Zhongguo nengyuan anquan yu Zhongguo Beiji zhanlüe dingwei » [中国能源安全与中国北极战略定位] (La sécurité énergétique de la Chine et sa position géopolitique en Arctique), *Guo ji guancha [国际观察] – International Review*, n° 4 : 64-71.
- ZHANG Yunlong et Qinqin REN, 2012, « China Defends Arctic Research », *Xinhua*. Consulté sur Internet (http://news.xinhuanet.com/english/china/2012-01/31/c_122637030.htm) le 18 avril 2012.
- ZHAO Yun [赵颖], 2009, « Xianxi Beiji suomian linde falü taozhan jiqi dui woguode yinxiang » [浅析北极所面临的法律挑战及其对我国的影响] (L'analyse des défis légaux en Arctique et son influence sur la Chine), *Haiyang kaifa yu guanli [海洋开发与管理] – Ocean Development and Management*, vol. 26, n° 3 : 17-21.
- ZHU Shanshan, 2011, « Arctic Competition Heats Up as Ice Melts », *Global Times*. Consulté sur Internet (www.globaltimes.cn/NEWS/tabid/99/articleType/ArticleView/articleId/666783/Arctic-competition-heats-up-as-ice-melts.aspx) le 8 décembre 2011.